

# Marcelo Rebelo de Sousa est le grand favori de l'élection présidentielle du 24 janvier au Portugal

Corinne Deloy

Analyse

**Résumé :**

9,7 millions de Portugais sont appelés aux urnes le 24 janvier prochain pour désigner le successeur d'Anibal Cavaco Silva (Parti social-démocrate, PSD), président de la République portugaise depuis le 9 mars 2006. L'article 123 de la Constitution du pays interdit au chef de l'Etat sortant de briguer un 3e mandat consécutif. Cette élection présidentielle revêt une importance particulière dans un pays à peine sorti d'une grave crise économique et politique. Si aucun des 10 candidats en lice n'obtient la majorité absolue lors du 1er tour de scrutin le 24 janvier, un 2e tour sera organisé le 14 février.

**LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE**

Le président de la République portugaise est élu tous les 5 ans au suffrage universel direct. Chaque personne souhaitant être candidate à la magistrature suprême doit être âgée d'au moins 35 ans et obligatoirement recueillir la signature d'un minimum de 7 500 électeurs, signatures qui doivent être ensuite validées par la Cour constitutionnelle.

La fonction de chef de l'Etat est principalement honorifique. Autorité morale, le président de la République possède deux pouvoirs essentiels : il nomme le Premier ministre (on a récemment vu l'importance de ce pouvoir, et peut dissoudre le parlement (article 172 de la Constitution) 6 mois après son entrée en fonction, une dissolution qui conduit *de facto* à de nouvelles élections législatives.

Le président de la République est le chef des armées dont il désigne les chefs d'état-major. Sur proposition du gouvernement, il nomme les ambassadeurs. Il peut déclarer l'état d'urgence ou l'état de siège, voire la guerre en cas d'agression réelle ou imminente. Il signe les lois et les décrets votés par le parlement sur lesquels il dispose d'un droit de veto. Sur proposition du gouvernement ou du parlement, il décide de l'organisation de référendums.

10 personnes sont officiellement candidates à la fonction suprême au Portugal, ce qui constitue un record pour le pays :

- Marcelo Rebelo de Sousa, ancien dirigeant du Parti social-démocrate (1996-1999), soutenu par le PSD et le Parti populaire, ancien ministre des Affaires parlementaires (1982-1983), professeur de droit ;
- Maria de Belem, ancien dirigeante du Parti socialiste (2011-2014), ancienne ministre de l'Egalité (1999-2000) et de la Santé (1995-1999). Elle se présente en candidate indépendante ;
- Antonio de Sampaio da Novoa, soutenu par LIVRE/Tempo de Avançar (L/TDA) et le Parti communiste des travailleurs (PCTP/MRPP), ancien recteur de l'université de Lisbonne (2006-2013), professeur de psychologie et de sciences de l'éducation ;
- Edgar Silva (Parti communiste, PCP), député de l'Assemblée législative de Madère ;
- Marisa Matias (Bloc des gauches, BE), députée européenne ;
- Paulo de Moraes, indépendant, ancien maire de Porto (2002-2005) ;
- Henrique Neto (PS), ancien député ;
- Candido Ferreira, indépendant ;
- Jorge Sequeira, indépendant, enseignant-chercheur et psychologue ;
- Vitorino Silva, d'habitude connu sous le nom de Tino de Rans, indépendant.

## LA SITUATION POLITIQUE DU PORTUGAL

Les forces de droite sont arrivées en tête des élections législatives le 4 octobre 2015 mais sans obtenir la majorité absolue : la coalition *Portugal a frente* (Portugal en avant), emmenée par le Premier ministre sortant Pedro Passos Coelho et regroupant le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti populaire (PP), a recueilli 36,86% des suffrages et remporté 102 des 230 sièges de l'Assemblée de la République, chambre unique du Parlement. Le président de la République Anibal Cavaco Silva a, le 23 octobre, renouvelé le mandat de Pedro Passos Coelho. Le 10 novembre, une motion de censure a fait chuter le gouvernement minoritaire qu'il avait formé (123 voix contre 107).

Le 23 novembre, le président Anibal Cavaco Silva a présenté au dirigeant socialiste Antonio Costa 6 conditions avant de le nommer Premier ministre : l'obligation de demander la confiance du Parlement, l'adoption d'un budget pour 2016, la tenue des engagements découlant de la participation du Portugal à la zone euro, le maintien du pays dans l'OTAN, l'assurance que la stabilité financière du pays serait préservée tout comme le rôle du Conseil de concertation social. Le 24 novembre, Antonio Costa a été désigné pour former un nouveau gouvernement. Le dirigeant socialiste a obtenu le soutien (sans participation) des partis de la gauche radicale : la Coalition démocratique unitaire (CDU) et le Bloc des gauches (BE). Le gouvernement qu'il a formé a obtenu l'aval du parlement le 3 décembre par 122 voix, contre 107 et 1 abstention. Les 3 partis de gauche se sont accordés sur plusieurs points : la fin du gel des retraites, le relèvement progressif du salaire minimum

mais également le respect du cadre budgétaire européen. Le gouvernement socialiste reste néanmoins très fragile.

Selon la dernière enquête réalisée par Eurosondagem entre le 16 et le 21 décembre, Marcelo Rebelo de Sousa pourrait s'imposer dès le 1er tour de scrutin – une quasi tradition de l'élection présidentielle au Portugal – avec 52,50% des suffrages. Très loin derrière, on trouve Maria de Belem, qui recueillerait 18,10% des voix, et Antonio de Sampaio da Novoa, qui obtiendrait 16,90% des suffrages. Tous les autres candidats recueilleraient moins de 5% des voix.

Une victoire de Marcelo Rebelo de Sousa constituerait une mauvaise nouvelle pour le Premier ministre. Pour l'heure, le candidat de droite reste flou sur les relations qu'il pourrait entretenir avec le gouvernement socialiste. Si le président de la République peut dissoudre le parlement 6 mois après son entrée en fonction, Marcelo Rebelo de Sousa s'est déclaré « défavorable à la tenue d'élections législatives tous les six mois ».

De leur côté, les sympathisants de gauche, et notamment socialistes, apparaissent divisés entre Maria de Belem et Antonio de Sampaio da Novoa. Le Parti socialiste a d'ailleurs annoncé qu'il ne soutiendrait aucun candidat avant le 2e tour.

Le scrutin présidentiel est toujours très personnalisé au Portugal. Les électeurs se prononcent souvent davantage pour un candidat que pour un parti politique même si, paradoxalement, les chefs de l'Etat ont toujours été des figures importantes au sein de leur propre parti politique. Le prochain chef de l'Etat sera le 7e depuis la révolution des œillets d'avril 1974. Il prendra officiellement ses fonctions à la fin du mois de mars prochain.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.